



Résumé des questions économiques et sociales: **semaine n° 197 du 21 octobre 2024**

IN-VIVO NEUHAUSER (MOSELLE) : APRÈS LA VICTOIRE CONTRE LA RÉPRESSION, LA DIRECTION CONTRE-ATTAQUE ET LICENCIE UN GRÉVISTE !

Après la victoire des salariés qui ont obtenu la réintégration du délégué syndical Christian Porta, la direction du géant de l'agro-business InVivo a licencié un gréviste et veut réduire le nombre d'élus du personnel, s'attaquant à nouveau aux libertés syndicales et au droit de grève.

Après sept mois d'acharnement de la direction du groupe InVivo à l'encontre de la section CGT de la boulangerie industrielle Neuhauser de Folschviller, les travailleurs avaient obtenu une énorme victoire avec la réintégration de Christian Porta et l'obligation du patron à lui verser plus d'un demi-million d'euros. Depuis, la direction se préparait à contre-attaquer, en réduisant le nombre de salariés embauchés sur le site et en recrutant de nombreux intérimaires pour prévenir les grèves. Finalement, le 5 octobre, elle est passée à l'acte en licenciant un ex-gréviste.

Une offensive qui montre que la lutte est loin d'être terminée pour les travailleurs de Neuhauser face au géant de l'agro-business InVivo, alors que le film « *S'ils touchent à l'un d'entre nous* », qui retrace la première bataille victorieuse des salariés, démarre sa tournée dans toute la France.

La direction licencie un ex-gréviste pour faire un exemple !

Ces dernières semaines, la direction a convoqué pas moins de trois salariés en vue de sanctions, pour des motifs inventés ou ridicules. Leur point commun ? Tous ont fait grève en soutien à Christian Porta. Samedi 5 octobre, les travailleurs ont appris avec horreur que la direction avait fait le choix de licencier pour un prétexte fallacieux Jean-Michel, salarié depuis 35 ans à Neuhauser et disposant d'un dossier disciplinaire vierge. Accusé d'une altercation avec un autre collègue, la direction a pourtant refusé toute enquête, ou même d'entendre l'unique témoin de la scène.

Face à cette nouvelle attaque d'une grande brutalité, les salariés ont réagi une nouvelle fois par une solidarité exemplaire, avec des débrayages majoritaires dans tous les postes, pour exiger la réintégration de leur collègue, très apprécié dans l'usine. Cette décision marque une véritable contre-attaque de la direction suite à son échec antérieur, qu'elle a préparé sciemment en embauchant de nombreux intérimaires. Une tentative de limiter l'impact d'une grosse grève de solidarité à laquelle elle s'attendait, et qui n'a pas manqué.

L'attaque des instances représentatives du personnel !

En parallèle, la direction cherche à imposer une mutation profonde des instances représentatives du personnel de Neuhauser. Alors qu'il existe aujourd'hui huit CSE, instances représentatives du personnel, dans l'ensemble des boulangeries industrielles, la direction de l'entreprise veut les supprimer pour imposer un CSE unique. **Cette opération réduirait le nombre de représentants élus des salariés d'une cinquantaine à seulement 17.** Il s'agit d'une attaque inédite, visant à affaiblir considérablement les capacités d'organisation et de défense des travailleurs de l'entreprise.

Elle concernerait non seulement le site de Folschviller, mais aussi toutes les usines de France, où la représentation syndicale est déjà faible, à l'image du reste de l'industrie agroalimentaire. Dans cette branche, l'usine de Christian Porta fait figure d'exception par l'importance du poids détenu par un syndicat combatif. Les conséquences de cette réforme interne seraient directes pour les salariés des différentes usines Neuhauser, qui, avec le nombre actuel d'élus, déjà réduit pour le nombre de salariés, ont déjà du mal à se faire entendre et représenter dans les CSE actuel.

La guerre n'est pas terminée, les salariés ont besoin de soutien !

Avec ces attaques, la direction démontre clairement qu'elle n'en a pas fini avec les travailleurs de Neuhauser. Elle se prépare concrètement à mener les prochaines batailles, notamment en cherchant à réduire le nombre de salariés embauchés sur le site, en proposant à de nombreux salariés âgés des départs à la retraite anticipés. Cela lui permet ainsi d'augmenter la proportion d'intérimaires dans l'usine de Folschviller.

Dans la dernière vidéo de la CGT Neuhauser Christian Porta l'exprime clairement : *« Il va falloir qu'on prépare un plan de bataille fort, qu'on réponde coup pour coups sinon on va se faire manger. La direction va faire en sorte que tout le monde soit parti, qu'il n'y ait plus que des travailleurs précaires dans l'usine. Il faut qu'on revendique la réintégration de Jean-Michel, des augmentations de salaires, des embauches et que tous les salariés qui partent soient remplacés ».*

Alors que partout la répression syndicale continue de faire rage, et que la lutte des Neuhauser est devenue un exemple de détermination et de lutte victorieuse, le maintien du syndicat face aux volontés du patron de le balayer est devenu un enjeu qui dépasse l'usine, et dans lequel se reconnaissent de nombreux travailleurs et militants partout en France.

SEINE-ET-MARNE : MOUVEMENT DE PROTESTATION CONTRE LES LICENCIEMENTS À L'APF FRANCE HANDICAP !

Des salariés du centre médico-social du Jard, à Voisenon, ont débrayé le mardi 8 octobre.

A l'appel de la CGT et de FO, un mouvement social a eu lieu au sein de l'APF France handicap, sur le territoire national, pour protester contre les suppressions de 300 à 400 personnels de la comptabilité et du service paie. En Seine-et-Marne, à Voisenon, une partie des salariés du Centre du Jard ont débrayé, pour soutenir leurs collègues. *« Chez nous, deux personnes qui habitent dans le secteur sont concernées, l'une d'elles ayant servi au sein de l'Association des paralysés de France depuis 30 ans, l'autre y travaillant depuis une douzaine d'années, signale Yann Leroux, éducateur spécialisé. Ces licenciements pour raisons budgétaires sont liés à un grave déficit de 37 millions d'euros. Dans le monde associatif du secteur médico-social, qui ne va pas très bien, c'est une grande première et c'est dramatique ! »*

Centre médico-social du Jard !

Le centre du Jard accueille 80 jeunes handicapés moteurs, avec troubles associés, de 11 à 25 ans. L'institut médico-éducatif abrite aussi une antenne du lycée professionnel Léonard-de-Vinci de Melun. Certains sont scolarisés en formation en vue d'un CAP ou d'un bac pro. Pour les plus dépendants, un accompagnement est proposé pour les orienter vers des foyers de vie ou des Etablissements spécialisés pour l'aide au travail. Environ 90 salariés, éducateurs, professeurs et personnel administratif travaillent au centre de Voisenon.

« Le pôle comptabilité va être mutualisé et délocalisé à Nantes, Rennes ou Caen, poursuit Yann Leroux. Quant à la moitié du service paie, elle doit aller à Rennes. Le personnel a le choix entre déménager, démissionner ou attendre le plan social... On critique aussi la méthode de la direction, les salariés ayant été prévenus par visioconférence. »

Daniel Bertin, représentant départemental de l'APF77 France handicap, s'inquiète aussi de l'avenir budgétaire de la structure. *« En Seine-et-Marne, nous disposons de trois centres, à Voisenon, à Combs-la-Ville et à Meaux, précise-t-il. Ne serait-ce que pour nos adhérents et nos bénévoles, on voudrait savoir où on va et obtenir plus de précisions sur le plan financier. Actuellement, on ne nous dit pas les choses clairement. »*

CALVADOS : DES SALARIÉ-ES DE FOYERS ACCUEILLANT DES PERSONNES PORTEUSES DE HANDICAP EN GRÈVE !

À l'appel national des syndicats CGT et FO, trente-quatre salarié-es des foyers de Fleury-sur-Orne et de Douvres-la-Délivrande (Calvados), gérés par APF France handicap, ont fait grève. Ils dénoncent le licenciement programmé de 300 personnes en France, mais aussi la dégradation des conditions de travail.

« Nous faisons grève pour soutenir nos 300 collègues des centres de gestion mutualisés qui vont être licenciés. Ils s'occupent de tout ce qui est paie, etc. Sur douze centres en France, huit vont fermer », explique Philippe Tanguy, délégué syndical CGT et salarié du foyer Soleil à Fleury-sur-Orne (Calvados). « Sur notre foyer et celui de Douvres-la-Délivrande, trente-quatre des 110 salariés font grève », poursuit le syndicaliste.

Les salarié-es en grève dénoncent aussi des conditions de travail et d'accueil qui se dégradent au fil des ans. L'absence de salarié-es non remplacés notamment, a des conséquences « dans l'accompagnement des résidents, avec des douches qui ne sont pas toujours faites et des petits-déjeuners pas toujours servis ».

Un déficit financier record !

Les salarié-es expriment aussi leur sentiment « d'une maltraitance institutionnelle tant pour les résidents que pour les salarié-es qui sont fatigués et ont le moral en berne ». Selon les syndicats CGT et FO, cette situation est due « à de mauvais choix stratégiques de la direction nationale ».

ALBI (TARN) : LES AGENTS DE LA VILLE ET DE L'AGGLOMÉRATION EN GRÈVE !

Les agents territoriaux de la Ville d'Albi et de l'Agglo sont en grève depuis le 1er octobre 2024 pour obtenir une hausse de leurs primes mensuelles, qui sont parmi les plus basses du département.

Cette faiblesse des rémunérations combinée à une dégradation des conditions de travail et un management parfois problématique entraîne de nombreux départs, du turn-over, du sous-effectif, un mal-être des agents... Une réunion fin septembre n'a pas permis de faire aboutir les négociations.

Depuis on refuse de répondre à leur demande de nouvelle réunion.

Pire, Mme le Maire Stéphanie Guiraud-Chaumeil mandate des élus pour remplacer les agents grévistes et casse la grève, quel bel exemple à Albi ! Pire encore Madame le Maire vêtue de son jogging et de ses baskets, remplace elle même les agents grévistes !!! le monde à l'envers !

Le mouvement continue, la balle est dans le camp de la maire-présidente qui refuse pour le moment de recevoir les représentants syndicaux pour dialoguer.

Albigeoises, Albigeois, les agents territoriaux se battent aussi pour la qualité de vos services publics ! Qui sème la colère récolte la Tempête ! Les agents mobilisés n'ont pas l'intention de lâcher!!!

Bravo à ceux qui luttent ! Stop au mépris de la municipalité !

SIDÉRURGIE EN FRANCE : LES TRAVAILLEURS DE THYSSEN-KRUPP VEULENT UN NOUVEAU LAMINOIR !

En marge des manifestations interprofessionnelles et nationales, certains secteurs d'activité haussent le ton dans le pays. C'est le cas de la sidérurgie, pour laquelle la CGT organisait le 13 septembre dernier une journée nationale de mobilisation.

ArcelorMittal était en tête de ce mouvement, avec l'inquiétude de la fermeture d'un four à Dunkerque et de la diminution des activités à Fos-sur-Mer, mais c'est l'ensemble du secteur qui était debout.

Développer et pérenniser l'activité !

Parallèlement, la mobilisation prenait dans d'autres groupes, à l'image de Thyssen-Krupp, géant allemand de l'acier.

Les revendications sont multiples ; conditions de travail, salaires et embauches. Mais c'est le besoin d'investissements qui reste au cœur du combat des salariés. Conscients du rôle majeur de l'acier dans la transition écologique, ils exigent de nouvelles machines et un effort pour moderniser les usines avec un objectif : assurer la pérennité des activités et garantir la souveraineté du pays.

C'est par exemple le cas de l'usine ThyssenKrupp d'Isbergues, dans le Pas-de-Calais. Spécialisé dans la production de tôles à grains orientés, ce site qui détient un quasi-monopole en Europe, est au cœur d'un marché d'avenir, en matière de transition écologique et de décarbonation notamment.

En proie à une concurrence féroce et à des produits dont la qualité n'en finit pas d'augmenter en Asie, ils savent pouvoir produire plus et mieux. Mais un obstacle demeure : le vieillissement de leurs machines. Leur laminoir principal, véritable poumon de l'activité du site, se détériore irrémédiablement après des décennies de bons et loyaux services. S'il venait à lâcher, c'est toute l'activité du site qui se trouverait stoppée partiellement.

L'avenir, c'est un nouveau laminoir !

Une situation qui engendre une crainte permanente, mais aussi des efforts supplémentaires pour atteindre les objectifs de productions malgré le mauvais fonctionnement de certains outils ; au détriment de la sécurité des ouvriers. Reste aussi posée la question de la qualité des pièces produites. Pour faire face au marché, ils doivent pouvoir produire des tôles plus fines, ce que permettrait un laminoir de nouvelle génération.

Le coût ? 90 millions d'euros selon la CGT. Une somme bien vite amortie au regard de la demande croissante dans le monde, à fortiori pour une machine qui pourrait servir durant quelques décennies ; jusqu'à 60 ans ! C'est avec cette revendication en tête de gondole que 50 % des 600 salariés de l'usine se sont mis en grève le 13 septembre dernier. Un taux qui monte à plus de 70 % dans certaines équipes.

Tout ce qu'attendent les travailleurs, c'est la confirmation d'un investissement dans un nouveau laminoir. Entre la prise de décision et la mise en route de la nouvelle production, entre deux et trois ans devraient s'écouler. La signature d'un tel projet permettrait « d'assurer la pérennité du site, des sous-traitants et des emplois à très long terme » confie la CGT. Et de préciser que « les besoins en acier sont loin d'être couverts dans le monde ».

Dans l'attente de réponses précises de la direction, les salariés poursuivent le travail tout en faisant grandir l'exigence d'investissement.

CARHAIX (FINISTÈRE): DES MILLIERS DE PERSONNES MANIFESTENT CONTRE LA RÉGULATION DES URGENCES LA NUIT !

Depuis plus d'un an, les habitants de la ville et ses alentours doivent composer le 15 avant de se rendre aux urgences.

Des milliers de personnes ont manifesté, samedi 12 octobre, dans les rues de Carhaix (Finistère) pour réclamer la réouverture 24h/24 des urgences de l'hôpital de la ville, qui sont "régulées" toutes les nuits depuis plus d'un an par manque de personnel. Les manifestants, réunis à l'appel de nombreuses associations, de syndicats et de partis politiques, étaient "plus de 10.000" selon les organisateurs.

Cette commune du centre de la Bretagne est située à environ une heure de route du CHU de Brest. Les manifestants estiment ainsi que la régulation nocturne des urgences à Carhaix met en péril la sécurité de milliers d'habitants du territoire. Depuis l'été 2023, les patients ne sont plus censés se présenter spontanément aux urgences en soirée et pendant la nuit. Il leur est demandé d'appeler au préalable le 15, comme c'est le cas désormais dans un nombre croissant d'hôpitaux en France durant au moins une partie de l'année.

L'Etat s'était engagé à les rouvrir !

Grâce à la mobilisation de la population, des syndicats et des élus locaux, un "protocole de sortie de crise" avait été signé fin octobre 2023 entre la préfecture, l'Agence régionale de santé, le CHU de Brest-Carhaix et les collectivités locales. "L'Etat avait pris l'engagement de rouvrir les urgences de Carhaix 7 jours sur 7 et 24h/24 à court terme", sans régulation, a rappelé Matthieu Guillemot, porte-parole du Comité de vigilance de l'hôpital de Carhaix. "On arrive à un an de la signature du protocole, on ne peut plus parler de court terme."

On arrive au bout de notre patience, ce qui explique la foule présente aujourd'hui !

Cette manifestation, dont le point de départ était l'hôpital, vise à mettre la pression sur l'Etat "pour qu'il tienne sa promesse", avant une réunion prévue le 16 octobre entre les signataires du protocole. "Je vous le dis franchement, je ne peux pas imaginer qu'il y ait une autre décision que la réouverture des urgences en pleine fonction mercredi".

PARIS : UN PIQUE-NIQUE RÉUSSI POUR LA SANTÉ !

Le mardi 15 octobre, les retraités parisiens étaient appelés par l'intersyndicale à un pique-nique pour la santé. Près de deux cents d'entre eux se sont réunis sur le parvis de l'Hôtel de Ville pour exiger le maintien des centres de santé publics et associatifs et exiger qu'il y en ait au moins un par arrondissement. Cette exigence est d'autant plus forte que l'on assiste à la fermeture régulière des centres publics et associatifs au bénéfice de centres privés qui s'emploient à faire passer les consultations en secteur 2 augmentant ainsi la contribution des assurés sociaux et en organisant de fait le tri entre ceux qui ont les moyens de payer et les autres. C'est à dire une médecine à deux vitesses. Cette tendance s'articule à la lente dégradation de la protection sociale qui a pour objectif de liquider cette conquête sociale au bénéfice du privé.

Une délégation a été reçue à la mairie de Paris. Elle a insisté à sa sortie de l'entrevue sur le fait que ce qui serait déterminant c'est le niveau de mobilisation des retraités et des actifs. Elle a annoncé une manifestation nationale le 3 décembre prochain pour la santé et la reconstruction des services publics. Le Parti Révolutionnaire Communistes soutient ces initiatives.

Correspondance militante.

IRIGNY (RHÔNE) : EMPLOI DANS LA FILIÈRE AUTOMOBILE, LE DEMANDE DE TABLE RONDE CONCERNANT JTEKT IRIGNY !

La direction du groupe japonais JTEKT-Toyota équipementier automobile qui fabrique des systèmes de direction, continue de mettre en oeuvre sa restructuration avec des suppressions d'emplois qui accompagne la délocalisation de ses activités productives en Tchèque et au Maroc. Ce qui resterait en France serait soit fermé soit vendu par appartement, comme cela est déjà le cas pour ses établissements de Blois et Chénevières. Un seul établissement serait à ce jour épargné, celui de Dijon. Mais pour combien de temps ?

Cette restructuration d'ampleur vise à assurer le maximum de rentabilité en adaptant les emplois des établissements de Dijon et Irigny à la baisse du marché automobile. Mais quid de l'évolution du marché avec les voitures électriques et la domination des constructeurs notamment les plus puissants comme Toyota – Renault – Nissan - Stellantis – Volkswagen – General Motor - Fiat etc.

Le groupe JTEKT ne cache pas les objectifs de son projet :

- 1) Assurer la rentabilité du groupe en faisant des profits conséquents exigés par Toyota ;
- 2) Augmenter la productivité du travail, réduire les coûts du travail, de la sous-traitance et l'emploi ;
- 3) Réorganiser la partie en Europe de l'Ouest et créer les conditions de sa cession voire de sa disparition.

Au mois de juin 2024, on avait appris que le ministre "macroniste" de l'industrie, Lescure aurait rencontré la direction de JTEKT. Mais rien n'a fuité pour les travailleurs et nos territoires alors que JTEKT accélère sa

stratégie de casse. Pourtant lors de cet échange, aurait été remis un rapport du cabinet d'experts Roland Berger, dépêché dans les usines pour évaluer la situation. Mais depuis, la direction a refusé de transmettre ce document aux syndicats au moins à la CGT et au ministère, c'était la loi du silence !

Devant la dégradation de la situation, les organisations de la CGT (syndicat, Union locale d'Oullins, UD CGT du Rhône et Fédération des métaux) ont interpellé la préfète du Rhône, la Métropole de Lyon et la Région AURA leur demandant une table ronde avec la présence du groupe JTEKT et des patrons de la métallurgie (UIMM) pour protester contre la stratégie d'abandon de JTEKT et pour faire valoir les propositions CGT pour le développement des emplois et des activités industrielles de JTEKT tant à Irigny que dans l'ensemble du groupe.

Ces propositions ont été au cœur de la journée de mobilisations des métallos le 17 Octobre avec un rassemblement national au Salon de l'automobile qui se déroule actuellement Porte de Versailles à Paris. Sur le site d'Irigny, grève et rassemblement se sont déroulés aux portes de l'entreprise.

VALEO (LA SUZE-SUR-SARTHE) : LES SALARIÉ-ES TOUJOURS DANS L'EXPECTATIVE!

Une nouvelle journée de débrayage s'est déroulée mardi 15 octobre 2024 à l'usine Valeo de La Suze-sur-Sarthe. Les employés attendent toujours de connaître la décision de la direction de l'équipementier automobile français quant à l'avenir du site sarthois. L'intersyndicale profite du Mondial de l'Auto qui se tient à Paris cette semaine pour dénoncer la stratégie du groupe.

Le 15 octobre. C'est la date butoir qui était annoncée depuis plusieurs mois. La direction de Valeo se donnait jusqu'à cette date pour trouver un repreneur à ses usines menacées de fermeture, dont celle de La Suze-sur-Sarthe. Trois sites sont, pour rappel, visés par le plan de restructuration étudié par l'équipementier automobile français. L'avenir des usines Valeo de La Verrière (Yvelines) et de Saint-Quentin-Fallavier (Isère) est également en suspens.

STELLANTIS À DOUVVIN (PAS-DE-CALAIS) : LES SALARIÉ-ES CRAIGNENT LA FERMETURE DE LEUR USINE, EX-FRANÇAISE DE MÉCANIQUE !

La CGT de l'usine Stellantis de Douvrin (Pas-de-Calais) s'inquiète d'une potentielle fermeture de son usine, alors que le directeur général du groupe Carlos Tavares a annoncé dimanche 13 octobre qu'il n'excluait pas des fermetures d'usines dans son groupe. L'usine de Douvrin emploie 700 personnes.

Faut-il être inquiet pour les usines Stellantis du Nord et du Pas-de-Calais ? Dimanche 13 octobre, le directeur général du groupe Stellantis Carlos Tavares a annoncé qu'il n'excluait pas des fermetures d'usines dans son groupe de construction automobile, à cause notamment de la concurrence chinoise dont les parts de marché ne cessent d'augmenter.

A Douvrin (Pas-de-Calais), au nord de Lens, les propos de Carlos Tavares n'étonnent pas la CGT : "On sent que la direction a envie de mettre la clé sous la porte l'année prochaine, ça se sent fortement", s'inquiète Régis Scheenaerts, secrétaire général CGT à Stellantis Douvrin. Dans cette usine, ex-Française de Mécanique, qui emploie 700 personnes (500 salariés en CDI et 200 intérimaires), la production de moteurs diminue un peu plus chaque jour depuis plusieurs mois, selon la CGT. "La direction a carotté les sols pour vérifier la pollution, elle a fait passer des géomètres pour mesurer tous les terrains et faire un plan cadastre, tout cela c'est pour préparer la vente, c'est certain."

La production du moteur hybride bientôt délocalisée !

Alors que l'usine a fabriqué des dizaines de moteurs, elle n'en produit plus que trois actuellement : un hybride, un diesel et un essence. "Tous les mois, la direction supprime de l'activité, ferme des lignes progressivement. C'est un projet de longue haleine et ils ont envie d'en terminer", estime Régis Scheenaerts. Selon lui, la production du moteur hybride va s'arrêter d'ici la fin du mois pour être délocalisée en Hongrie. Aujourd'hui, l'usine ne fabriquerait plus que 2.000 moteurs environ par jour ; cette production pourrait très bien se faire ailleurs dans d'autres usines du groupe en France ou en Europe, estime le syndicaliste.

"Un plan de casse social s'annonce" chez Stellantis, a de son côté déclaré lundi 14 octobre Franck Théry, délégué syndical central suppléant à la CGT Stellantis. "Plusieurs dizaines de milliers d'emplois sont menacés. Ce n'est pas une grande nouvelle, vu que Carlos Tavares a déjà commencé à détruire l'industrie automobile", ajoute-t-il. Carlos Tavares a qualifié "d'erreur" et de "double peine" l'annonce du gouvernement français d'un alourdissement des malus sur les voitures à essence et diesel dans le cadre du projet de budget 2025. Pour Franck Théry, le problème "ce n'est pas le malus", mais "les salaires qui ne suivent pas". "On fabrique nous-mêmes des véhicules qu'on n'a pas les moyens d'acheter", alors que les salariés "sont de potentiels clients", explique-t-il.

DOLIPRANE SOUS PAVILLON AMÉRICAIN : DEUX SYNDICATS DE SANOFI ONT APPELÉ À UNE GRÈVE RECONDUCTIBLE À PARTIR DU JEUDI 17 OCTOBRE !

La CGT et la CFDT s'opposent à la cession attendue à un fonds américain de la branche santé grand public du groupe, Opella, qui commercialise le médicament.

En réaction à la volonté de Sanofi de céder Opella, sa filiale de médicaments qui commercialise le Doliprane, les syndicats se mobilisent. La CFDT, prépondérante chez Sanofi (34%), appelle à "un mouvement de grève générale à partir du 17 octobre pour exprimer sa colère contre la vente d'Opella", sur tous les sites du groupe.

La CGT, de son côté, lance un "appel clair et franc, en illimité jusqu'au retrait de la vente", sur les deux sites français d'Opella à Lisieux (Calvados) et Compiègne (Oise), a déclaré Fabien Mallet, syndicaliste CGT Sanofi France.

Le groupe pharmaceutique français a annoncé vendredi avoir choisi le fonds d'investissement américain CD&R pour lui céder potentiellement le contrôle de son entité de santé grand public Opella.

BANQUE DE FRANCE : VICTOIRE DES SALARIÉ-ES EN LUTTE !

La CGT fait appliquer la loi sur le nouveau dispositif de rémunération des femmes de retour de congé maternité.

Depuis de nombreuses années, la CGT alerte la Direction sur le non respect de la loi n° 2006-340 sur l'égalité salariale et de l'article L-1225-26 du code du Travail, concernant la rémunération des femmes de retour d'un congé maternité.

La loi, que le gouvernement de la Banque a obstinément **refusé d'appliquer depuis 15 ans**, prévoit que toute salariée de retour de congé maternité bénéficie d'une majoration de sa rémunération, égale à au moins la moyenne des augmentations individuelles perçues pendant la durée de ce congé par les salarié-e-s relevant de sa catégorie (assistants, cadres, etc.).

Après des années d'échanges stériles, la CGT a finalement décidé d'un recours juridique.

Le 30 juin 2023 le Conseil d'État a validé l'analyse de la CGT.

Un an après, le 16 juillet 2024, tirant enfin les conclusions de cette condamnation, la Banque de France choisit l'option raisonnable d'appliquer enfin le code du travail, et ce de manière rétroactive (**depuis 2006**). Il s'agit là d'une grande victoire pour les droits des salariées concernées et plus généralement pour l'égalité salariale.

Une victoire tout d'abord en réparation puisque le rattrapage salarial et la mise en place du dispositif concerne déjà plus de **900 collègues** qui vont ainsi toucher des montants pouvant aller jusqu'à **plusieurs milliers d'euros**.

Une victoire pour l'avenir, car dorénavant toutes les collègues de retour de congé maternité pourront, si leur évolution indiciaire le justifie, bénéficier de ce dispositif.

Mais c'est également une grande victoire symbolique, alors même que nos dirigeants s'évertuent à écarter les syndicats de la vie sociale de l'Institution. Une action syndicale déterminée, combinée à une action juridique bien argumentée et menée efficacement donne donc des résultats tangibles : la CGT a ainsi été à l'initiative et à la conclusion sur ce dossier.

Le combat continue !

Si la mise en place de ce nouveau dispositif est positive, des efforts importants restent à faire pour arriver à une réelle égalité salariale à la Banque de France. En effet, les inégalités en matière de rémunération persistent, avec un écart salarial en **défaveur des femmes de 6,7% pour les titulaires et 10,6% pour les contractuel-le-s**.

Ces écarts sont aussi le fruit d'une politique d'individualisation croissante des carrières et des salaires, l'opacité dans l'avancement et la division entre les statuts.

CHU D'ANGERS (MAINE ET LOIRE) : DES AGENTS HOSPITALIERS FONT IRRUPTION EN PLEIN CSE !

Mardi 15 octobre, une soixantaine d'agents des services hospitaliers (ASH) du CHU d'Angers, soit la moitié de l'effectif total, a fait irruption en plein Comité social et économique pour **interpeller la direction générale après deux réunions stériles avec la DRH**.

En effet, un mouvement social l'oppose aux syndicats CGT, Force ouvrière et Sud depuis des années. Celui-ci est lié au projet de réorganisation des ASH mené par le CHU

La réduction des coûts comme « seule motivation » ?

Pour les organisations syndicales, ce projet a **pour seule motivation la réduction des coûts** avec notamment la **suppression de postes** d'ASH dédiés au bio-nettoyage (ensemble des opérations destinées à assainir l'environnement hospitalier pour éviter les risques d'infection et contamination), mission confiée à une société privée. Ce que les syndicats critiquent surtout, c'est l'organisation du travail par bâtiment et non plus par service. Avec pour conséquence qu'un **ASH peut être amené à intervenir dans plus de huit unités dans la même matinée ou après-midi ! Les conditions de travail n'ont jamais été aussi dégradées**, affirment FO, Sud et CGT. **Personne ne s'y retrouve hormis la direction.**

Les syndicats réclament le retour à une organisation par équipes de soins, le maintien des effectifs d'ASH, le remplacement des arrêts et des postes vacants, l'augmentation du pool à hauteur de 10 ETP et des recrutements sans concours.

À l'issue de l'action menée mardi 15 octobre, les ASH réunis en assemblée générale ont voté à l'unanimité une nouvelle journée de grève dans les jours prochains.

AIRBUS DEFENCE AND SPACE : SUPPRESSION DE 2.500 POSTES !

Airbus a annoncé mercredi la suppression de 7 % des emplois de sa branche spatiale. Alors que ses carnets de commandes sont remplis, la direction multiplie les offensives contre les travailleurs au prétexte de difficultés de production dont elle est directement responsable.

La direction du géant aéronautique annonce « *réduire le nombre de postes à 2.500 postes dans Airbus Defence and Space jusqu'au milieu de l'année 2026* ». La division d'Airbus qui réunit

35.000 salariés, dont une grande partie travaille sur les deux sites français de **Toulouse et Elancourt, est menacée de perdre plus de 7 % de ses effectifs.**

Une casse sociale de grande ampleur que la direction justifie par la nécessité de s'« *adapter à un marché spatial de plus en plus difficile* » dans « *un contexte commercial en mutation rapide et très difficile, avec des chaînes d'approvisionnement perturbées, des changements rapides dans la guerre et une pression croissante sur les coûts en raison des contraintes budgétaires* ».

Plus concrètement, le groupe cherche à faire payer aux travailleurs les frais de sa mauvaise gestion. En effet, ces dernières années, Airbus a vu ses performances diminuer sur le marché des satellites et doit déboursier des centaines de millions d'euros pour palier aux coûts liés aux retards des programmes OneSat et Eurostar (télécoms) mais aussi à sa mauvaise gestion dans les activités de navigation et d'observation de la Terre. Le géant aéronautique a dû débloquer plus de 900 millions d'euros pour ses programmes spatiaux au semestre dernier.

C'est avec le même discours sur la « *nécessité de s'adapter aux nouvelles réalités du marché spatial* » que la direction de Thalès Alenia Space, autre poids lourd du secteur, **veut supprimer 1.300 emplois**. Pourtant, comme l'expliquait Thomas Meynadier, représentant de la CGT chez Thales Alenia Space, « *le marché du spatial n'est pas en crise, il est même en croissance* », avant de préciser que « *le marché des géo-télécommunications connaît une mutation [...]. On va rentrer dans une phase de production des satellites qui ont été commandés. Pour qu'elle ne soit pas mise à mal, on a besoin de la totalité des effectifs* ».

Plus largement, le groupe Airbus multiplie les attaques contre les travailleurs au-delà de sa branche spatiale. En effet, après avoir cassé les conditions de travail avec le plan « *Reload* » qui a occasionné la refonte de tous les accords en les révisant à la baisse, un plan d'austérité nommé « *Lead* », annoncé début juillet a lui pour projet de mettre un coup d'arrêt aux embauches et de faire la « *chasse aux coûts* ».

Là encore, la direction d'Airbus justifie cette attaque par des difficultés de production. Pourtant, ces mêmes difficultés sont, en grande partie, dues à ses choix stratégiques, avec notamment les suppressions massives d'emplois de la période Covid qui lui ont fait perdre une main d'œuvre qualifiée qui n'est pas remplaçable rapidement. Les années suivantes, les travailleurs d'Airbus ont vu leurs salaires réels baisser avec des augmentations désindexées de l'inflation.

Ces attaques multiples contre les travailleurs interviennent alors le groupe a réalisé un bénéfice net de 3,8 milliards d'euros en 2023, soit le troisième profit annuel le plus important de son histoire et a même pris la liberté d'augmenter de 55% les dividendes versés aux actionnaires en 2024. De plus, Airbus Defence and Space comme Thalès supprime des milliers d'emplois, mais profitent dans le même temps de millions d'euros d'aides publiques. En effet, Carole Delga, présidente de la Région Occitanie, a alloué pas moins de **70 millions d'euros au spatial** lors de son mandat et réaffirmait en septembre vouloir **ajouter 30 millions d'euros d'aides au secteur du spatial pour les trois prochaines années.**

Dans ce contexte, il n'y a que le rapport de force qui permettra de mettre un coup d'arrêt aux offensives contre les travailleurs. **Dans ce sens, les grévistes de Boeing mobilisés depuis plus d'un mois montrent la voie à suivre en relevant la tête après 16 années de reculs sociaux.**

G.E VERNOVA : LA FILIÈRE DES ÉOLIENNES EN MER SUPPRIME DES EMPLOIS !

360 postes sont voués à disparaître chez le fabricant d'éoliennes en mer. De quoi faire craindre le pire aux salariés, inquiets pour leur avenir mais aussi pour celui de la filière. Ils ont manifesté jeudi matin à Nantes.

Il y a un mois, General Electric Vernova, spécialisée dans les énergies renouvelables, a annoncé à ses salariés de Loire-Atlantique fabriquant des éoliennes en mer un plan de sauvegarde. L'ampleur du nombre de licenciements annoncé a fait l'effet d'une bombe : **360 emplois** seraient voués à disparaître, selon les syndicats CGT et CFE-CGC.

GE Vernova, géant des énergies renouvelables entre 350 et 400 postes seraient menacés de suppression dans sa branche dédiée aux éoliennes en mer. Une annonce qui a l'effet d'une bombe parmi les salariés, inquiets pour leur avenir mais aussi pour celui de toute une filière stratégique.

Un tiers des effectifs dans la tourmente !

Sur le site de fabrication des nacelles à Montoir-de-Bretagne, près de Saint-Nazaire, **un tiers des effectifs** pourrait être touché. Du côté des bureaux de Saint-Herblain, dans la banlieue nantaise, c'est près de **60% des postes** qui seraient supprimés. Des chiffres vertigineux qui suscitent l'émotion et la colère.

Des salariés sous le choc !

Pour les salariés, c'est l'incompréhension qui domine. Beaucoup s'inquiètent de leur capacité à retrouver un emploi équivalent dans la région. D'autres craignent de devoir se reconvertir ou déménager. Mais au-delà des problématiques individuelles, c'est l'avenir même d'un savoir-faire unique et d'une filière d'avenir qui est en jeu.

En 2014, quand l'État a vendu Alstom aux Américains, General Electric a dit que c'était une filière d'emplois. Ils ont vendu beaucoup de rêves aux salariés.

Une filière stratégique menacée ?

Au-delà du choc humain, ces suppressions de postes massives font peser une lourde menace sur la pérennité de la filière éolienne française. Un comble alors que la transition énergétique est érigée en priorité nationale. Certains redoutent que ces compétences uniques ne soient perdues, laissant le champ libre à des concurrents étrangers, notamment chinois.

- Des centaines d'emplois menacés chez GE Vernova.
- Un tiers des effectifs touchés à Montoir-de-Bretagne.
- 60% des postes supprimés à Saint-Herblain
- Des salariés inquiets pour leur avenir.
- La pérennité de la filière éolienne française en question.

L'État appelé à la rescousse !

Face à l'ampleur de la crise, les regards se tournent vers l'État. Élus locaux et syndicats appellent les pouvoirs publics à intervenir pour préserver l'emploi et la maîtrise technologique française dans ce secteur stratégique. La nationalisation, un temps tabou, refait surface dans le débat. Une mobilisation de grande ampleur s'organise pour tenter d'infléchir le cours des événements.

Cette annonce chez GE Vernova sonne comme un coup de tonnerre dans un ciel déjà assombri par de nombreux plans sociaux. Elle pose avec acuité la question de l'avenir de la filière éolienne française et, plus largement, de la stratégie énergétique du pays. Les prochaines semaines s'annoncent décisives pour les salariés et l'ensemble d'un écosystème industriel fragilisé. L'État saura-t-il être à la hauteur des enjeux ? Seule la lutte des salariés pourra faire reculer les patrons de la filière et le gouvernement à sa botte, malgré les belles promesses électorales (pas si lointaine), qu'elles soient écologiques ou de **"réindustrialisation"** !!!

MONDE

ÉTATS-UNIS : BOEING ANNONCE SUPPRIMER 17.000 EMPLOIS !

Frappé par une grève depuis près d'un mois, le constructeur aéronautique américain va réduire ses effectifs mondiaux de 10%

Boeing a annoncé vendredi 11 octobre une réduction dans les prochains mois d'environ 10% de ses effectifs mondiaux, ce qui devrait affecter autour de 17.000 emplois, ainsi qu'une série de mesures touchant son catalogue d'avions, pour tenter de surmonter ses difficultés financières. Dans deux messages distincts, l'avionneur a également annoncé vendredi un report supplémentaire des livraisons de son nouveau gros porteur 777X et l'arrêt de la production du 767 cargo en 2027. Il a aussi prévenu que ses résultats du troisième trimestre allaient être plombés par de lourdes charges du fait, notamment, de la grève de plus de 33.000 ouvriers depuis mi-septembre.

La réduction du personnel va affecter toutes les catégories : direction, encadrement, employés, a affirmé le patron de Boeing depuis deux mois, dans un message adressé aux 170.000 employés du groupe. Il a ajouté que des détails seraient fournis la semaine prochaine par les responsables hiérarchiques, indiquant que les mesures de chômage technique partiel en place depuis le 20 septembre pour préserver la trésorerie du groupe pendant la grève étaient suspendues. Elles concernaient également toutes les catégories de personnel, hormis les grévistes, et affectaient, par roulement, plusieurs dizaines de milliers de personnes. Elles faisaient partie d'un programme d'économies plus vaste, le temps du débrayage.

La grève coûte 1 milliard de dollars par mois !

La grève des adhérents du syndicat des machinistes IAM de la région de Seattle (nord-ouest) a mis, entre autres, totalement à l'arrêt les deux principales usines du groupe: celle de Renton qui produit le 737, son avion le plus vendu, et celle d'Everett, qui fabrique le 777, le 767 ainsi que plusieurs programmes militaires. L'agence de

notation Standard and Poor's a estimé mardi que la grève coûtait un milliard de dollars par mois à Boeing. la production du 787 Dreamliner est la seule encore en activité car les employés de l'usine, située en Caroline du Sud (est), ne sont pas syndiqués. Plusieurs mois de négociations, y compris avec une médiation fédérale, n'ont pas permis au syndicat et à Boeing de s'entendre sur un nouvel accord social de quatre ans.

ÉTATS-UNIS : LICENCIEMENTS CHEZ STELLANTIS !

Lundi était le dernier jour de travail pour plus de 2.400 travailleurs de Stellantis à l'usine d'assemblage de camions Warren, dans la banlieue de Detroit. L'usine, qui employait jusqu'en octobre 2022 plus de 5.500 personnes réparties sur trois équipes, ne comptera plus qu'une seule équipe de moins de 1.300 personnes.

Ces licenciements s'inscrivent dans le cadre d'un massacre international de l'emploi par Stellantis, le cinquième groupe automobile mondial, qui vise également 12.000 emplois en Italie. Les syndicats du pays prévoient une journée de grève et une manifestation de masse à Rome le 18 octobre pour protester contre les réductions de production d'au moins 30 % cette année.

Au cours des dernières semaines, des centaines de travailleurs à temps plein et supplémentaires de l'usine d'assemblage de Sterling Heights (SHAP) de Stellantis, située à proximité, et des deux usines qui composent le Detroit Assembly Complex ont reçu des appels téléphoniques automatiques leur annonçant qu'ils n'avaient plus de travail.

Un travailleur de SHAP a déclaré : *« L'entreprise a envoyé des textos à 56 personnes pour leur annoncer qu'elles avaient été licenciées et que c'était leur dernier jour, et nous continuons à regarder nos téléphones en nous attendant à la même chose. J'ai travaillé chez Dana pour 15 dollars de l'heure, j'ai été licencié et j'ai commencé ici à 15 dollars. Aujourd'hui, je peux être licencié à tout moment. C'est sans fin. »*

Après avoir travaillé pour une entreprise pendant cinq ans ou trois décennies, il est dégoûtant que les gens reçoivent un coup de téléphone leur annonçant qu'ils n'auront bientôt plus de revenu. Pour ceux d'entre nous qui se trouvent au milieu du peloton en termes d'ancienneté, nous avons dû dire au revoir à de bons travailleurs et à de bonnes personnes simplement parce que leur ancienneté n'était pas suffisante pour les garder dans l'usine.

Les grandes avancées technologiques, y compris les véhicules électriques et l'automatisation, doivent être utilisées pour raccourcir la semaine de travail et améliorer considérablement le niveau de vie, et non pour détruire les emplois des travailleurs et appauvrir leurs familles.

« La seule façon de garantir le droit à l'emploi est de retirer les industries géantes des mains de l'oligarchie financière et de transformer l'industrie automobile mondiale en un service public, détenu collectivement et contrôlé démocratiquement par la classe ouvrière. »

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :

Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement